L'Europe doit agir pour renforcer l'ONU

La Croix. 4 Avril 2007. Par Stéphane Hessel et William Vanden Heuvel.

Seule l'Europe peut faire des droits de l'homme un point décisif de l'ordre du jour mondial.

Nous, qui avons eu le privilège de représenter nos pays auprès des Nations unies, avons le devoir de rappeler à nos concitoyens quels sont les objectifs et les moyens de coopération internationale dans notre effort permanent pour main- tenir la paix, contenir la violence et rechercher la justice sociale. Dans cet esprit, nous nous rejoignons pour soumettre ensemble nos idées et nos suggestions quant au renforcement des Nations unies et au meilleur usage à faire du nouveau Conseil des droits de l'homme ac- tuellement en session à Genève.

Les États-Unis sont profondément enlisés dans une guerre tragique, un conflit qui aurait pu être évité s'ils avaient adhéré à la charte des Na- tions unies et accepté les contraintes de l'avis et des décisions du Conseil de sécurité. À l'évidence l'Irak devrait prouver aux Américains la signification et l'importance des Nations unies pour restreindre les grandes puissances dans l'usage et l'abus de leurs forces. Nous devons rappeler à tous nos concitoyens et en particulier à nos amis américains que les Nations unies ne sont pas une entité souveraine. Elles sont une association d'États membres souverains. Les Nations unies ne sont pas un gouvernement, il n'y a pas de pouvoir exécutif, pas de parlement qui puisse commander aux peuples du monde. Elles ne sont pas un tribunal qui peut rendre la justice et faire appliquer ses décisions. Elles n'ont pas d'armée permanente, pas d'aviation, pas même d'arsenaux capables de servir d'appui à leurs missions. Les Nations unies sont le miroir d'un monde imparfait. Elles ne peuvent accomplir que ce que ses 192 membres leur permettent de faire. Les intérêts nationaux de nos pays peuvent être promus seu- lement si nos gouvernements ont la volonté et le talent de le faire.

Aux États-Unis, l'aile droite néo- conservatrice a lancé un assaut inin- terrompu contre les Nations unies depuis plus de trente ans. Et pour- tant une large majorité du peuple américain, comme en témoignent les résultats de tous les sondages, continue à appuyer les Nations unies.

Le problème de la participation américaine aux Nations unies n'a rien à voir avec l'argent. La contri- bution annuelle des États-Unis au budget de l'ONU s'élève à un peu plus de 300 millions de dollars, soit environ 225 millions d'euros. Les dollars dépensés ainsi sont cer- tainement ceux qui contribuent le plus et au moindre coût à la sécurité nationale par tous nos pays.

Le gouvernement des États-Unis se refuse, en ce moment crucial de l'histoire de l'ONU, à lui apporter le leadership politique requis pour se saisir de l'occasion historique de faire progresser la gouvernance internationale. La vraie question est de savoir s'il existe d'autres forces capables de remplir ce vide. Dans notre jugement, le meilleur et probablement le seul candidat est l'Union européenne, qui dispose de bonnes relations de travail avec les membres significatifs de l'ONU dont l'appui lui serait nécessaire.

En terme de population et de pouvoir économique, nucléaire et potentiellement militaire, l'Union européenne est une super- puissance, une force qui avec son talent po- litique et diplomatique, pourvu qu'elle mette rapidement en place une politique étran- gère commune, est en mesure de remplir le vide du négativisme américain à l'égard de l'ONU.

Ban Ki-moon est le nouveau secrétaire général et son élection marque un nouveau dé- part pour l'ONU. En sa qualité de meilleur ami des États-Unis, l'Union européenne devrait prendre en compte la réalité de l'impasse où se trouvent les États- Unis et donner à Ban Ki-moon l'appui dont il a besoin pour mener à terme son programme de réformes. Elle est capable de rendre une réorganisation du Conseil de sécurité adaptée aux besoins du monde. Les réformes déjà faites mettant l'ONU en mesure de jouer un rôle important dans la reconstruction de nations en faillite ne seront efficaces que si l'Union européenne prend la tête de leur mise en œuvre. La Cour des droits de l'homme a du mal à prendre son essor, les États-Unis ayantfait le choix de ne pas participer etles dirigeants américains attendantimpatiemment son échec. Seule l'Union européenne peut imposerles réformes et les réorientationsqui feront des droits de l'homme un point décisif de l'ordre du jourmondial.

En matière de maintien de la paix, la sagesse essentielle pour les Na-tions unies consiste à n'accepterque les missions pour lesquelleselles sont proprement outillées. LaFrance, l'Allemagne, le Royaume-Uni peuvent prendre la tête dans lecadre de l'Union européenne pourobtenir maintenant la créationd'une force de déploiement rapidequi est la composante indispensablede toute capacité sérieuse pour lesNations unies en termes de main-tien de la paix.

L'Union européenne et les États-Unis doivent être des alliés déter-minés, mais cette relation sera plusforte si la vérité parle à la puissance.Si l'ONU acquiert sa réelle efficacitéparce que l'Union européenne aurarépondu à ses besoins, le mondeest capable d'atteindre demainun nouveau plateau d'espoir et de potentialité.

FaLang translation system by Faboba